

flotte sur notre parlement ou sur nos fortresses, aucune conquête, aucun traité, aucune reconnaissance de tel ou tel pays ne changera rien à la réalité, voulue par Dieu à l'époque de la création, que l'Amérique est l'Amérique, que l'Europe est l'Europe, que le Canada est une nation de l'Amérique, et non pas de l'Europe ou de l'Asie. Fondons notre politique d'abord sur ce fait inaltérable; adoptons-nous ensuite, comme nous le pourrions, aux faits transitoires de la conquête, de la domination, des alliances et autres du même genre.

J'en arrive enfin à la Société des nations. Je l'avoue, ma foi en la S.D.N. est assez ébranlée; je suis, en cela, dans le même état sans doute que mes collègues de la Chambre et le reste du monde. L'an dernier, en guise de conclusion au discours que j'ai cité, le sénateur McRae proposait que le Canada se retire de la Société. Sa motion fut rejetée. L'eût-il présentée dans la Chambre basse, j'aurais probablement applaudi des deux mains au discours et voté contre la motion. Je ne sais ce que je ferais cette année. Tout homme réfléchi qui a suivi les événements européens au jour le jour, en viendra à la conclusion, non pas que nous devons nous retirer immédiatement de la Société des nations, mais que nous devons nous méfier de ce qui s'y passe ou s'y passera au cours des prochaines semaines ou des prochains mois. La S.D.N. a été une source de désillusions, peut-être parce qu'on en attendait trop. Elle a souffert, j'allais dire du faux esprit prophétique de son fondateur, M. Wilson. Tout le monde se rappelle le mot du vieux Clemenceau à qui l'on demandait: Pourquoi n'avancez-vous? Comment se fait-il que vous progressiez si lentement vers la conclusion de la paix? "Que puis-je faire, répondit-il, entre deux hommes dont l'un se croit Napoléon et l'autre, Jésus-Christ?" faisant allusion à Lloyd George et Wilson. Si l'on avait confié à la S.D.N. une tâche plus modeste, c'est-à-dire si les nations européennes avaient songé à se grouper d'abord pour régler les affaires de leur continent, on aurait obtenu comme résultat immédiat que le Sénat américain n'aurait pas scindé le plan de Wilson en deux, dès le début, et ainsi ne l'aurait pas fait vaciller sur sa base. Nous ne nous serions pas trouvés dans cette fautive situation d'être le seul pays, au nord du Rio Grande, à représenter l'Amérique à la S.D.N. Néanmoins, si l'on s'en tient à ce qu'est la Société des nations, ou à ce qu'elle était encore il y a quelques mois, elle a obtenu quelques résultats. Elle a empêché des malheurs; elle a donné du temps pour la discussion et pour l'apaisement des colères. Elle a ainsi évité des querelles et peut-être des guer-

res. Elle a été pour nous une bonne école. Elle a mis quelque vingt ou vingt-cinq Canadiens en contact avec les représentants de diverses nations. Ces Canadiens qui sont allés à Genève en sont revenus avec la bizarre notion qu'il y avait quelqu'un dans le monde en dehors de l'Empire britannique, des Etats-Unis et de la France, qu'il y avait sur la terre, d'autres nations importantes que les nations anglaise et française. Ils ont donc appris quelque chose de leur contact avec différentes nations, différentes races, différentes civilisations et différents types de gouvernement.

Tant que nous resterons membres de la Société—et je ne suis pas prêt à dire que nous devrions le rester très longtemps; l'avenir prochain nous fixera—nous devrions, j'ose dire, y appuyer toutes mesures sincères et efficaces, d'où qu'elles viennent, qui tendent à assurer la paix. Il faut que nous insistions sur la révision des traités absurdes et iniques auxquels nous avons apposé notre signature en 1919 et qui sont la source de la présente menace de guerre. Il faut que nous combattions toutes les intrigues et toutes les alliances secrètes. Par-dessus tout, il faut répéter en toute occasion ce qu'ont affirmé le ministre des Chemins de fer en 1933 et le général McRae l'an dernier, savoir que nous voulons la paix, que nous avons signé de bonne foi la renonciation à la guerre et que nous entendons y renoncer, et cela indépendamment de l'attitude que prendront les représentants de la Grande-Bretagne. S'ils insistent pour la paix, tant mieux; appuyons-les et suivons-les. S'ils optent pour la guerre, ou pour la politique vacillante qu'a poursuivie le gouvernement britannique antérieurement à 1914, tenons-nous à l'écart, au risque de nous attirer les censures des nouveaux amis du gouvernement anglais, MM. Stalin et Litvinoff. Cela m'amène à la dernière partie de mes observations.

J'espère qu'on ne les prendra pas en mauvaise part. Si je m'en abstenais, ce serait plus diplomatique, mais je serais infidèle à mes convictions les plus profondes; je serais infidèle à ma conscience et à ma responsabilité si je n'affirmais pas mon regret que le Canada ait voté pour l'admission de la Russie à la Société des Nations. J'espère que la Chambre me pardonnera de donner lecture de quelques extraits de discours et de déclarations prononcés à Genève le 17 et le 18 septembre dernier. Je la renvoie d'abord à la séance du 17 septembre de la sixième commission, où l'on discuta toute la question, et je cite la déclaration du représentant du Portugal, un des trois pays qui votèrent contre l'admission de la Russie, M. Caeiro da Mata. Je la recommande à l'attention de la Chambre, surtout de ceux qui, il y a quatre ans,